

ACCUEIL
ÉDITO
MAROC
LA SEMAINE MAROC
MONDE
LA SEMAINE MONDE
EN COUVERTURE
ÉCONOMIE
LA SEMAINE ÉCO
ZAKARIA BOUALEM
ARTS & CULTURE
LA SEMAINE CULTURE
COURRIER
L'INTERROGATOIRE



Télécharger

Notre Bulletin
d'abonnement

Par Driss Ksikes et Karim Boukhari

Portrait-Enquête.
Abderrahim Bouabid. Le dernier homme d'état

Nos remerciements à la Fondation Abderrahim Bouabid et en particulier à son secrétaire général Ali Bouabid, pour avoir mis à notre disposition les photos de ce dossier. Merci, également, au journaliste et écrivain Abdellatif Jebrou, grâce à la mémoire phénoménale duquel nous avons pu légèder ces photos.

1957. Bouabid, ministre de l'Agriculture par intérim, délivre le discours de lancement de "l'opération labour". Sur la tribune aux côtés de Mohammed V, le prince Moulay Hassan est visiblement mécontent. Il s'était opposé à ce programme visant, selon lui, à "ouvrir des kolkhozes et des sovkhoses au Maroc". Mais le roi a tranché en faveur de Bouabid.

Bâtisseur socialiste de l'économie nationale, complice méfiant de Hassan II, démocrate avocat des révolutionnaires ... Il a été sur tous les fronts. Et il a marqué l'Histoire.

Les mémoires de Abderrahim Bouabid, que vient de publier la fondation portant son nom, résonnent avec une étrange actualité. Les événements décrits dans le temps, s'arrêtent à 1961, date de l'intronisation de Hassan II, mais les thèmes abordés (les ratages historiques de l'après-indépendance, la nature profonde de la monarchie, les relations Mohammed V - Moulay Hassan, le rôle joué par les partis politiques, etc) et le ton, direct et sans langue de bois,

confèrent au document un caractère explosif. Ce n'est pas l'Istiqlal qui dira le contraire, lui qui a réuni ses instances dirigeantes pour étudier ce document qui ne montre pas les symboles du parti (Allal El Fassi, M'hamed Douiri, principalement) à leur avantage. L'Istiqlal, sans doute sur les conseils du sage M'hamed Boucetta, a finalement décidé de "ne pas réagir", évitant ainsi une nouvelle crise avec son partenaire de la Koutla, l'USFP. La Haraka, non plus, Mahjoubi Aherdane en tête, n'a pas dû apprécier le brûlot de Bouabid ("Le mouvement dit populaire, écrit notamment le fondateur de l'USFP, n'était qu'un amalgame de notabilités, sans cohérence ni idéologie"). Mais l'essentiel est ailleurs, dans le nouvel éclairage que Si Abderrahim apporte sur ses relations avec le palais, le prince Moulay Hassan notamment, et sur les rapports de ce dernier avec Mohammed V. Quelques semaines à peine après le rapport de l'IER, qui n'était qu'un condensé des années hassaniennes, la publication du témoignage de Bouabid, comme l'explique cet usfpéiste, constitue bien, par son timing, "un acte éminemment politique". Un acte voulu par la famille du défunt qui, dixit son fils Ali, a initialement "décalé la publication des mémoires pour ne pas gêner l'expérience de l'Alternance". Mais au-delà de ses mémoires, qui a été vraiment Abderrahim Bouabid, cet homme dont Mohammed VI a loué "la dimension de leader hors pair qui n'estompe jamais celle de grand homme d'état" ?

1922 - 1956. De l'école des notables aux salons de Paris

Rien ne prédestinait ce fils de menuisier, né le 23 mars 1922, à devenir un leader charismatique. Abderrahim Bouabid a une enfance pauvre mais réussit à accéder à l'école des notables de Salé, puis au Collège Moulay Youssef à Rabat. Il en a gardé, à jamais, un air raffiné, presque aristocrate, qui faisait oublier son origine modeste. Maître d'école, digne, à Fès puis à Salé dès 1942, il se démarquait de ses pairs : "Je ne sais pas de quelle tribu je viens. La seule chose que je sais, c'est que je suis un fils de âbid (esclaves) et que j'ai appris à m'émanciper", confiait-il à l'un de ses élèves. En 1944, à peine âgé de 22 ans, il a déjà un nom dans le parti de l'Istiqlal, puisqu'il est membre du mouvement clandestin Taïfa et prend part à toutes les phases de réécriture puis de signature du manifeste de l'Indépendance. Chef d'orchestre des manifestations, aux abords de la grande mosquée de Salé, il finit par tomber dans les filets du colonisateur. A sa sortie de prison, il cherche à cultiver sa francophilie, part continuer ses études et ouvre une antenne du parti nationaliste à Paris. "Trop de Français n'ont encore qu'une idée imprécise, sinon erronée, du problème brûlant que pose la situation au Maroc", écrit-il en septembre 1946 dans le journal français le plus lu à l'époque, Témoignage Chrétien. "Les réformes annoncées par le Résident général (Eric Labonne) quoique réalistes, sont loin de répondre à nos aspirations", explique-t-il. Méthodique, convaincant, Bouabid s'emploie à tisser un réseau de journalistes et d'intellectuels, susceptibles de faire écho à la requête d'indépendance. Son carnet d'adresses va, alors, du secrétaire général de la jeunesse socialiste, Michel Rocard, dont il apprécie le sens de l'éthique, au Comte de Paris qui lui facilite l'accès à la droite la plus rétive, en passant par Charles-André Julien, l'intellectuel humaniste qui l'a fortement marqué.

Il multiplie, alors, les allers-retours entre Paris et Rabat, transitant quelquefois par la case prison. "Au parti, il faisait le maître, comme autrefois en classe", raconte Abdelouahed Radi, qui a été son élève avant de devenir son disciple. En 1951, fort de son expérience politique et de sa puissance intellectuelle, il dirige l'hebdomadaire du parti, L'Istiqlal. Il s'en prend, dans ses éditoriaux, à la droite française qui "voit la main de Moscou partout" et au Maréchal Juin qui "veut aller contre la voie onusienne de décolonisation". En élevant le débat au-delà des frontières, Bouabid veut parler d'égal à égal aux Français, mais pas à n'importe lesquels. "Lorsque le résident général Guillaume l'invitait, il refusait d'y aller et me proposait d'aller à sa place", confie son proche collaborateur à l'époque, M'hamed Aouad. Le prince Moulay Hassan attend avec impatience ses éditoriaux. Les deux hommes partagent la même intelligence, cartésienne, mais pas les mêmes valeurs. Face au prince rusé et flambeur, Bouabid est un homme de principes, incorruptible. Il n'empêche, ils se voient secrètement au Palais pour travailler ensemble avec Mohammed V. "Bouabid y pénétrait parfois dans le coffre de la voiture du prince héritier. Un jour, elle tomba en panne et il dut pousser

pour aider Moulay Hassan à la redémarrer”, rapporte l'écrivain et compagnon de Bouabid Abdellatif Jebrou.

Politiquement, Bouabid est surtout loyal au sultan Mohammed V. Cela se vérifie à Aix-Les-Bains. Lors de son entrevue avec le Premier ministre Antoine Pinay (première rencontre d'un officiel français avec un nationaliste), Bouabid tient à être courtois, à montrer que l'Istiqlal n'a rien de fasciste et ne cherche pas à humilier les Français. Mais contrairement à certains de ses compagnons de route, enclins à accepter "l'indépendance sans le roi", il reste intransigeant au point que le président le traite de "fétichiste". Une fois l'indépendance acquise, il sera nommé premier ambassadeur du Maroc à Paris. Récompense pour bons et loyaux services ? Il est vu, écrit Jean Lacouture, dans les salons de la métropole comme "le plus moderne des nationalistes, le négociateur réaliste, le séduisant ambassadeur, le seul homme politique nord-africain devant qui ne se ferme guère de porte à Paris". Éléphant et angoissé à la fois, il est surnommé, "Hamlet". Bouabid ne perd surtout pas le nord. Dès les premiers mois d'indépendance, il fait montre de vigilance et rappelle aux istiglaliens, auto-satisfaits, et au roi réinstallé, la seconde bataille à mener : "les institutions démocratiques". Ce sera, dorénavant, son leitmotiv. "Monarchiste oui, mais démocrate d'abord".

1956 - 1965. De l'espoir sous Mohammed V à la désillusion sous Hassan II

"Malgré l'avènement de l'indépendance, on avait encore l'impression que tout pouvait arriver tant le Maroc était dominé par un climat d'insurrection où les règlements de compte redessinaient les ambitions et le pouvoir des uns et des autres", résume ce compagnon de Bouabid. En 1956, le Maroc ressemble à un chantier à tous les étages. Le gouvernement est un laboratoire d'expérimentation où le dosage entre "indépendants" (des hommes du palais, en fait) et les cadres de l'Istiqlal fluctue, en fonction des rapports de force. L'Istiqlal est soumis à une lutte fratricide où les jeunes cadres (Bouabid, Ben Barka) gagnent du terrain aux dépens de la vieille garde. Le Palais, en attendant de se trouver une légitimité constitutionnelle, oscille entre Mohammed V et le prince héritier dont l'influence grandit dans ces premières années d'indépendance. Abderrahim Bouabid, lui, se fraie son chemin entre un parti (Istiqlal) dont il est le porte-parole et un gouvernement où il détient le portefeuille de l'Economie, occupant pratiquement le rang de numéro un bis. Et il compose avec le Palais. Mais autant les rapports sont clairs avec Mohammed V, autant ils sont ambigus avec Moulay Hassan. "Mohammed V était un père qu'il affectionnait, Moulay Hassan un complice qu'il gérait", note encore cet observateur de l'époque. Il arrivait ainsi au père (Mohammed V) de soutenir Bouabid contre le fils, ou de le laisser faire.

"Une fois, se souvient ce compagnon de la première heure, Bouabid n'a pas voulu donner suite aux multiples appels (de Moulay Hassan) en vue de faire face à ses gros besoins d'argent. Le ministre de l'économie répondait au prince héritier : vous avez une liste civile, moi j'ai à satisfaire les besoins de tout un peuple". D'abord équilibrés, les rapports de force basculent rapidement du côté du Palais. La fin des années 1950, en effet, est celle des complots, réels ou exagérés, dont se sert le Palais pour renvoyer les gouvernements "politiques" et prendre en main toutes les affaires du pays. En 1960, Moulay Hassan est promu chef du gouvernement. Pour Bouabid, et tant d'autres nationalistes, c'est la fin d'une époque et le commencement d'une autre, beaucoup plus incertaine. L'ancien ministre refuse de remplir, même si Mohammed V lui propose de rester dans le gouvernement "à titre privé", en dehors de toute logique politique. Il abandonne ainsi la parcelle de pouvoir dont il jouissait après l'indépendance. "De toute façon, Bouabid n'était pas assoiffé de pouvoir. Il ne s'est jamais positionné en alternative à Hassan II, même s'il s'estimaient son égal étant donné qu'il l'a connu jeune. Mais il était déçu de la tournure prise par les événements depuis 1960...".

Au niveau politique, Bouabid finit par rejoindre logiquement Ben Barka, Benseddik et les autres, partis fonder l'UNFP en 1959. "J'étais chez Bouabid, se souvient Mohamed Lahbabi, et Ben Barka est venu le voir pour lui proposer de se joindre à lui, à Benseddik, à Abdellah Ibrahim et au Fqih Basri pour fonder l'UNFP. Il me dit : Certes, ils m'éloignent des problèmes politiques de ce pays mais ce n'est pas grave. Le plus important c'est de construire la libération économique". Ce n'est que sur le tard que le père véritable de l'économie marocaine, Bouabid, rejoint effectivement l'UNFP. La gauche marocaine voit enfin le jour, mais son ascension n'est qu'un trompe-l'œil : le Palais contrôle sans partage les affaires du pays, une situation renforcée après l'intronisation de Hassan II en 1961. Et l'UNFP elle-même est soumise à toutes les tensions internes. Bouabid ne tient pas l'appareil du parti, dominé par la figure de Mehdi Ben Barka. Les rapports entre les deux hommes, hier encore amis et même voisins de palier, sont loin d'être linéaires. "Avec Hassan II, comme Ben Barka, Bouabid a développé une complicité conflictuelle : mais c'est le conflit qui l'emportait avec le roi, et la complicité avec Ben Barka". Les nuances, ici, ont leur importance car la clarté, dans les rapports entre les trois hommes, n'a jamais été la règle. Un proche confident de Bouabid se rappelle ainsi "comment tout le monde (à l'UNFP) faisait de l'opposition à Ben Barka, et comment Bouabid a failli être assassiné dans un faux accident de voiture sur la route de Benslimane en 1962". Paradoxalement, la terrible répression qui s'abat sur le pays, UNFP en premier, suite à la découverte de nouveaux "complots" en 1963, clarifie le paysage politique : Hassan II d'un côté, l'UNFP de l'autre. La proposition, une nouvelle fois formulée à Bouabid de rejoindre le gouvernement peu après (et utilisée par Hassan II comme une "caution" pour préparer le retour de Ben Barka, alors en exil), est un leurre. En mars 1965, Casablanca est le théâtre d'une série de manifestations populaires qui ébranlent sérieusement le trône. "Le monarque, se rappelle Lahbabi, a alors appelé Bouabid pour lui dire : je ne veux pas être quelqu'un qui a un hélicoptère en marche dans son arrière-cour". Une phrase qui prend une résonance particulière quand, quelques mois plus tard, le 29 octobre 1965, Mehdi Ben Barka disparaît à jamais en plein centre de Paris...

1965 - 1975. Du désert politique au Sahara fédérateur

Après l'assassinat de Ben Barka, c'est la traversée du désert qui commence. Le cercle fermé, qui dirige jusqu'alors le parti, se disloque (Ben Barka mort, Youssefi en exil, Fqih Basri préparant la révolution de l'extérieur et Abdellah Ibrahim, toujours reclus chez lui). "Si Abderrahim, naturellement enclin à dialoguer, réalise à quel point il est vain de chercher à convaincre un système de plus en plus policier", rapporte l'un de ses fidèles, Mohamed Ait Kaddour. Quoique gêné par "la violence verbale" de Omar Benjelloun et "l'aventurisme d'un autre âge" de Fqih Basri, Bouabid a une ligne de conduite voltairienne. Il n'est pas d'accord avec leur propension à la révolution, mais toujours prêt à les défendre, à la barre, et même face au roi. Fidélité à préserver ? Cartes politiques à abattre, le moment venu ? Les deux. Un jour, il dit à Hassan II : "Si vous n'acceptez pas de démocratiser le système, vous ne pourrez pas faire l'économie d'aventuriers qui échappent à tout contrôle".

Bouabid n'a jamais cherché à avoir personnellement une emprise sur quiconque. "Il avait avec nous un rapport paternaliste, nous coiffait, on allait le consulter avec déférence, mais il ne nous contrôlait jamais, pas plus qu'il ne contrôlait le parti", raconte l'un des présidents de l'UNEM à l'époque, Mohamed Haloui. Une fois les dirigeants de l'UNEM arrêtés en février 1967, Bouabid rendosse sa robe d'avocat. A chaque fois, il le fait par devoir et par fidélité envers les siens. Ahmed Benjelloun se souvient qu'à sa sortie de longs mois de torture à Dar Mokri en septembre 1970, Bouabid est le premier à venir le voir à la prison centrale de Kénitra. "Il m'a dit : j'ai une mauvaise nouvelle pour toi. J'ai cru qu'il allait m'annoncer la mort de mon frère Omar. Mais non, il m'a dit : Nasser est mort". Venant d'un homme résolument marqué par la social-démocratie occidentale et ayant très peu d'affinités avec les panarabistes, cela montre surtout son intelligence humaine.

À cette époque, l'ambiance est délétère. Le Palais le boude. Hassan II est même arrivé à faire passer une constitution absolutiste en force et à former un parlement sans partis. Bouabid le démocrate piaffe d'envie de renouer le contact, mais pas à n'importe quel prix. Lorsque Llal El Fassi lui propose en 1971 de s'unir

dans une koutla nationale, il est partant. Malgré ses bonnes prédispositions, il connaîtra avec Hassan II deux déceptions. Le roi ne tient compte qu'à moitié de ses propositions, ainsi que de celles de Allal El Fassi et d'Ahmed Osman, pour la révision de la constitution. Et il ne veut pas de lui comme Premier ministre, lui préférant son concurrent Abdellah Ibrahim, plus malléable. "Prends les PTT, si tu veux", dit ce dernier à Bouabid, l'air méprisant. Finalement, dans un climat de putsch et de suspicion généralisée, Hassan II laisse tout tomber, et Bouabid prend ses distances avec le "groupe de Casablanca" et Abdellah Ibrahim qui l'a longtemps encombré. Le fait-il pour mieux se réconcilier avec le roi ? Pas sûr. En tout cas, les propos qu'il tient à son égard, en novembre 1972 au journal La Croix, sont peu amènes. "Si la monarchie sait s'adapter, elle s'adaptera. Sinon, personne ne la défendra". Aurait-il été jusqu'à l'attaquer lui-même ? Pas sûr. Qu'est-ce qui l'a donc empêché de renier publiquement Fqih Basri et les autres blanquistes suite aux événements de Moulay Bouazza en mars 1973 ? "En privé, il en parlait comme d'un pétard mouillé, mais en public il avait de la retenue, d'autant que le parti était saigné à blanc", racontent ses proches.

Même en pleine crise, Bouabid ne coupe pas les ponts avec le Palais. Lorsque Hassan II lui propose en 1974 d'être son ambassadeur pour la question du Sahara, il accepte volontiers. "Il y a eu entre eux un accord tacite pour que le parti garde sa marge de manœuvre sur la politique intérieure et suspende toute critique sur la question territoriale", raconte Mohamed Lahbabi. Et qu'est-ce qui pousse Bouabid à prendre son bâton de pèlerin, pour aller jusqu'à Moscou ou à Lisbonne plaider la cause "sacrée" ? Son patriotisme ? Son sens de l'économie et ce que le Sahara pouvait nous apporter ? Oui, mais en plus, il veut servir le pays et est peiné de voir que notre diplomatie n'est pas à la hauteur. "Une fois à Colombo (Sri Lanka), alors qu'il accompagnait Dey Ould Sidi Baba, chargé des affaires sahariennes, ce dernier était tellement peu convaincant face à Abdelaziz Bouteflika que Bouabid a pris la parole à sa place", rapporte Abdelouahed Radi. A-t-il été plus convaincant ? Le plus important pour lui était de servir son pays. D'autant qu'il se sentait à l'étroit dans le parti. Donc, par patriotisme, mais aussi pour renouer les liens avec le roi, Bouabid ira jusqu'à marcher, comme tous ses pairs de moindre calibre, pour le Sahara.

1975 - 1981. De la main tendue à la répression aveugle

Le 10 janvier 1975, naît officiellement son parti, débarrassé des blanquistes, l'USFP. Abderrahim tire une leçon majeure des luttes précédentes : "La démocratisation ne viendra que par une bataille politique, non par des opérations à la Che Guevara". À ses côtés, Omar Benjelloun, syndicaliste moins révolutionnaire qu'avant, l'aide à matraquer cette idée dans les esprits. Bouabid, lucide, a très peu d'illusions. Dans les réunions du Bureau politique, qui se tiennent souvent chez lui, il a l'art d'écouter tout le monde, de défendre seul une idée et de parvenir à la faire voter à l'unanimité. Convaincant ou intimidant ? Les deux, sans doute. En fait, explique ses proches collaborateurs, "plusieurs membres faisaient semblant de le suivre mais la plupart le prenaient pour un extra-terrestre, sinon un père à ne pas contredire". Ce n'est que très longtemps après que Bouabid prendra conscience de sa défaillance majeure : ne pas avoir créé les institutions susceptibles d'enraciner son éthique de socialiste, monarchiste et démocrate sincère.

Son incapacité à maîtriser les ittihadis deviendra encore plus problématique, au lendemain de l'assassinat traître d'Omar Benjelloun, commandité par les services, en décembre 1975.

"Après Ben Barka, ils ont réussi à lui enlever le seul homme capable de servir de courroie de transmission des valeurs du parti vers les masses", commente l'un de ses confidents à l'époque. En dépit de cette perte tragique, Bouabid, engagé au gouvernement, pour prouver sa bonne foi, convainc les siens de participer aux premières élections de 1977. Il sait, au fond, que Hassan II joue la vitrine électorale, mais répète aux siens que la longue bataille pour une meilleure école, pour plus de développement, passe immanquablement par la participation démocratique. Pas électoraliste pour un sou, il réitère ce mot d'ordre : "Nous n'y allons pas pour les sièges". Dans les coulisses, raconte son émissaire Mohamed Lahbabi, "le ministre de l'Intérieur, Mohamed Benhima, me montre dans son bureau une liste de 42 noms de l'USFP, pressentis élus. Je lui fais savoir que nous avons les capacités d'atteindre les 80 élus et que nous rejetons le quota qu'il nous impose". Bouabid l'appuie dans sa démarche et montre sa déception, lorsque l'Istiqlal, Boucetta en tête, marche dans la combine. Déçu, il l'est tellement qu'il n'acceptera jamais, de son vivant, de rééditer l'expérience de la Koutla nationale. Le vote, téléguidé, donne à l'USFP 15 élus et fait tomber Bouabid à Agadir. Les frondeurs du parti montent alors au créneau.

Bouabid se rend compte, à son corps défendant, que plusieurs cadres du parti, peu convaincus de la nouvelle ligne du parti, se disent entre eux : "Laissons le vieux parler de démocratie, mais entre nous, restons fidèles à la révolution". Dès avril 1979, les mouvements de grève vont crescendo. Sous l'influence des syndicalistes, il finit par se mettre un peu plus en retrait des commissions officielles. Puis vient l'année fatidique : 1981. En juin, la grève générale à laquelle appelle la CDT se transforme en bain de sang. L'USFP en est la première victime : militants emprisonnés, journaux interdits. Bouabid est obligé, encore une fois, d'assumer des choix dont il n'est pas forcément l'initiateur. Mais il tient à montrer sa colère au roi. L'occasion finit par se présenter, lorsque Hassan II l'invite à aller avec lui au congrès de Nairobi. "Ayant eu vent de sa décision de demander un référendum, il s'excuse élégamment et m'envoie à sa place", raconte Abdelouahed Radi. Entre-temps, il rédige, en compagnie de Mohamed Elyazghi et Mohamed Lahbabi, un communiqué anti-référendum qui lui vaut l'ire royale.

Quelques jours plus tard, "des hommes en civil descendent d'une voiture anonyme et veulent l'embarquer de force. Il leur demande un mandat d'arrêt. Ils n'en avaient pas. Finalement, il est parti en fourgonnette", raconte l'un des membres de sa famille. Au fond, Bouabid s'attend à une réaction aussi violente de la part de Hassan II. "Ils se connaissaient tellement que l'un pouvait anticiper ce que ferait l'autre", commente Mohamed Lahbabi. Au point de le jeter en prison, à Laâyou, dans une cellule où le jeune Abdelhadi Khairat fait la chasse aux rats ? Au point de l'exiler à Missouri, avec l'envie manifeste de l'isoler et de le casser psychologiquement ? Bouabid ne s'attendait pas à autant. Mais il a su rester digne, durant toute cette épreuve d'incarcération. "Lorsqu'on lui ramenait à manger, il n'appréciait pas trop", raconte l'un des membres de sa famille. C'est son côté austère, économe, peu porté sur le confort matériel qui le sauve. D'ailleurs, à sa sortie de prison, et même avant, il est outré par la propension de certains politiciens à s'enrichir goulûment. "Que veulent-ils, devenir plus riches que Hassan II ?", s'indigne-t-il.

1981- 1992. Entre résignation et realpolitik

C'est donc un Abderrahim Bouabid amer, complètement transformé, qui émerge de sa prison-exil de Missouri en février 1982. Comme si un ressort intérieur s'est cassé. Mohamed Haloui fait le point : "Bouabid était déçu parce qu'il espérait peut-être que la rue allait se soulever à l'annonce de son arrestation, il était également déçu parce qu'il espérait une réaction de la France, où les socialistes ont accédé au pouvoir en 1981". Rien de tout ça. Encore sous le choc, c'est surtout vers ses camarades du parti que Bouabid focalise alors l'essentiel de son amertume : "Mais comprenez une fois pour toutes que je ne suis le Khomeiny de personne", lâche-t-il un jour dans un comité central du parti. Dans son proche entourage, pourtant personne n'est dupe. "On savait bien, se rappelle ce militant qui servait parfois de courroie de transmission entre Bouabid et son groupe parlementaire, que les colères de Si Abderrahim étaient dirigées d'une façon ou d'une autre contre le roi". C'est que la complicité conflictuelle avec Hassan II a fini par revêtir une dimension cornélienne avec le temps. Quand Bouabid reçoit, dans un mauvais jour, les "camarades" qui font anti-chambre pour le voir, il se lisse lentement les cheveux dans un tic devenu fameux avant de sortir de ses gonds : "Mais vous voulez me ridiculiser face à lui, ou quoi ?". à l'époque, il en a encore du mal à oublier le coup tordu que lui a monté Hassan II, par l'intermédiaire des parlementaires de son parti. Ces derniers ont reçu

de Bouabid la consigne de se retirer collectivement de l'hémicycle. Incapables de respecter le mot d'ordre, ils finissent par réintégrer le Parlement, cédant à la pression morale exercée par Hassan II. Ahmed Benjelloun se souvient même du jour où Bouabid, chez lui, s'arrête devant un tableau de Cherkaoui immortalisant les émeutes de mars 1965 : "Regarde les révolutionnaires qu'on a..." Aveu d'impuissance ou remise en doute de l'option de toujours (la négociation politique au lieu du coup de force) ? Dans tous les cas, la complexité du personnage de Bouabid apparaîtra dans toute sa splendeur, tout au long des années 80 : par rapport à Hassan II, il est à la fois plus loin ("J'ai tout essayé avec lui mais il n'y a rien à faire, il nous étouffe", confie-t-il souvent à ses proches) et plus proche que jamais (ministre d'état en 1983). De nouveau à ses côtés au gouvernement, Abdelouahed Radi se rappelle encore cette mise en demeure de Hassan II : "Je suis heureux de vous avoir au gouvernement. J'espère que ça va durer. Mais si vous me laissez tomber, je vous mets en prison pour non assistance à pays en danger". Une boutade, certainement. C'est vers la même période que le roi lance sa célèbre phrase : "Je ne permets qu'à Si Abderrahim de fumer devant moi". Quoi d'étonnant à cela quand on sait, par ailleurs, que Bouabid est l'un des rares à s'être exempté du cérémonial du baise-main royal ("Celui-là n'a pas de colonne vertébrale", dit-il à propos de tel ou tel homme politique qui s'abaisse devant le roi). à l'USFP, Bouabid "toise plus que jamais son monde" mais abandonne le contrôle de l'appareil et des hommes à d'autres. Au point que ses détracteurs diront que "l'USFP ressemble à un hôtel dirigé par les concierges à la place du maître des lieux". Le parti, entré dans une phase de participationnisme, lâche ainsi en cours de route, et dans des conditions déplorables, son aile ultra-gauche incarnée par Abderrahmane Benameur et ses amis, partis fonder le PADS. Bouabid se résout aussi à laisser monter, à contrecœur, l'étoile de Noubir Amaoui.

Il ouvre littéralement la voie à ceux de ses "poulains" qui embrassent des carrières officielles, à l'exemple de Habib Malki qui hérite du CNJA et à qui Bouabid dira seulement : "Vas-y, mais ne t'engage pas à l'aveuglette !" Ce temps de l'ouverture est, paradoxalement, celui où Bouabid dispose d'une faible marge de manoeuvre auprès des siens. "Au fond de lui, confie ce proche, même s'il est sollicité par tout l'establishment gouvernemental et politique, il se sait isolé au sein de son propre parti. Il a continué de jouer le jeu à tous les niveaux par devoir national plus que par réelle conviction, mettant d'abord en avant sa dimension d'homme d'état qui sait mettre ses ambitions personnelles en veilleuse". Le leader socialiste délègue la gestion des affaires courantes à Mohamed Elyazghi, que certains appellent alors "le ministre de l'Intérieur de l'USFP", et s'appuie ponctuellement sur Abderrahmane Youssoufi, le meilleur de ses relais à l'étranger (Fqih Basri est alors en rupture de ban). "J'en ai marre d'être secrétaire général", confie-t-il souvent à ses frères d'armes. C'est un homme fatigué, qui apprend à composer à partir de 1988 avec la maladie qui l'emportera en janvier 1992. Soit trois mois à peine après le discours prémonitoire de Hassan II, à l'ouverture de la saison parlementaire, où le monarque, constatant l'absence (pour maladie) du leader socialiste, avait eu "une pensée devant le siège vide (au parlement) de Si Abderrahim".

Extrait de ses mémoires. Le prince, avide de pouvoir*

"Moulay Hassan me dit "Tu ne me comprends pas, Abderrahim... Tu ne vois en moi que le prince héritier. Or, je suis également un militant, un homme, comme toi. J'ai l'ambition de jouer un rôle dans la vie de mon pays. Tu sais, mon père est jeune encore. Je ne veux pas attendre de porter un dentier pour lui succéder...Voilà le fond de ma pensée... Peut-être prendras-tu le train en marche, un jour. Qui sait ?" étaient-ce déjà les prémices d'un revirement, d'un retour à la conception d'une monarchie absolue, fondant ses justifications sur la division des partis politiques, et sur la volonté exprimée par les nouveaux notables, les fils et les parents des caïds et pachas, anciens serviteurs de l'administration du protectorat ? La suite des événements allait montrer que telle était bien l'orientation".

** Le prince Moulay Hassan expliquant à Abderrahim Bouabid pourquoi il évince le gouvernement d'Abdellah Ibrahim et prend sa place (mai 1960)*

Monarchie constitutionnelle. Les ambitions démocratiques

Le dernier projet du Manifeste (11 janvier 1944) soumis par les dirigeants du parti national à l'agrément du roi, spécifie, au sujet des institutions internes, l'instauration d'un "régime démocratique de monarchie constitutionnelle", comportant l'élection d'une assemblée nationale, élue au suffrage universel, et d'assemblées locales ou régionales, élues également au suffrage direct. Monarchie constitutionnelle, suffrage universel, assemblées locales élues, ne sont-ce pas là des mots d'ordre révolutionnaires, de nature à provoquer des réactions de méfiance, voire d'hostilité de la part des grands pachas ou caïds et d'une partie des dignitaires du Makhzen ? La politique du protectorat depuis Lyautey a consisté à les ménager, à les soutenir et à consolider leurs pouvoirs sans limites sur leurs administrés (...) Or le souverain veut faire appel à leurs sentiments patriotiques et s'assurer ainsi de leur appui au mouvement de l'indépendance dont il prend la tête. En maintenant les formules citées plus haut, l'administration française pourrait avoir la partie belle pour les convaincre que l'indépendance du Maroc signifie pour eux dépossession de tout pouvoir sur leurs administrés et sur leurs biens. C'est pourquoi les mots "monarchie constitutionnelle" ou "suffrage universel" ont été remplacés par une formulation plus vague : des réformes, s'inspirant des principes de l'Islam, à l'exemple de ce qui a été accompli dans d'autres états musulmans comme l'Irak ou l'égypte. L'essentiel étant, à cette phase de la lutte, de provoquer le plus large rassemblement, pour lever l'hypothèque de la tutelle étrangère.

Témoignage d'Abderrahim Bouabid (juillet 1987)

Extrait de ses mémoires. La mort troublante de Mohammed V

"Le communiqué diffusé par les médecins qui avaient pratiqué l'opération ou qui y avaient simplement assisté, était loin d'être d'une clarté totale. Il s'agissait bien d'une opération bénigne, banale, pratiquée couramment.

Le monarque aurait pu s'en passer, car il ne souffrait pas au point qu'une intervention s'impose. Alors, un accident malheureux, fatal ? Mais quelle sorte d'accident ? Le docteur anesthésiste, exerçant en Suisse, était venu spécialement pour la circonstance. Aucun contrôle n'avait été fait, par ses autres confrères, sur

les produits utilisés, ni sur les doses. Plus que cela, les précautions habituelles, prescrites normalement pour agir en cas d'accident, n'avaient pas été prévues. Il n'y avait pas de cardiologue parmi l'équipe de médecins, et il avait fallu attendre plus d'une demi-heure, sinon plus, pour en découvrir un, à Mohammédia, c'est-à-dire à plus de 70 Km de Rabat. Trop tard, la réanimation était impossible. Le médecin anesthésiste était reparti le lendemain dans son pays. Une enquête avait-elle été ordonnée ? Personne ne le sut. Et le caractère étrange de "l'accident" ne sera pas dissipé. Plus tard, après quelques semaines, deux professeurs français devaient déclarer qu'ils avaient été opposés à l'opération, et s'étaient abstenus d'y assister."

Le roi est mort le 26 février 1961

Interview. "Le roi, chef d'une coalition d'intérêts"

Nous sommes des hommes sérieux à la tête d'une organisation sérieuse et il est impensable que notre principal adversaire soit un homme inconsistant et aussi dépourvu d'arrière-pensées que M. Guédira. Non, il ne faut pas laisser planer la confusion. Notre adversaire réel est celui qui refuse de remplir la tâche qui était naturellement la sienne, c'est-à-dire, l'arbitre qui aurait dû se situer au dessus des partis et qui s'est transformé en chef d'une coalition d'intérêts. Nous voulons parler du roi.

Si demain le roi décidait de s'en séparer, il redeviendrait sans doute ce qu'il était, c'est-à-dire rien. Il est facile de constater que lorsque le roi a voulu se séparer des forces populaires, rien de tel ne s'est produit et le Mouvement national est demeuré, sinon intact, du moins très vivant. Guédira n'est que l'instrument d'une certaine politique du Palais. Et ce n'est pas l'instrument qui nous préoccupe, c'est la politique en question.

Le Palais a, depuis l'indépendance visé l'émiettement du Mouvement national en une série de partis, de manière à ne pas se trouver face à un adversaire puissant.

En somme, ce régime qui prétend, dans la constitution qu'il s'est donné, interdire le parti unique, est en réalité en train d'essayer d'installer son parti unique, c'est-à-dire le parti de l'administration, de la police, etc.

Mehdi Ben Barka, Abderrahim Bouabid. Jeune Afrique, 08-14 avril 1963

Extrait de ses mémoires. Pour une constitution concertée

"Hassan II me dit : "La démocratisation des institutions constitue le premier point, dans l'ordre des urgences. Mais c'est la façon dont elle doit se faire qui reste à définir..."

Je lui réponds : "Pour nous, Majesté, comme pour l'ensemble du peuple marocain, vous êtes l'incarnation de la continuité de l'institution monarchique. Vous êtes acteur et arbitre. Nous avons la conviction que l'élection d'une assemblée constituante ne peut que vous mettre à l'aise, en tant que souverain. Le prestige du trône, dont vous êtes le gardien, n'en serait que plus grand, plus assuré. Qu'il y ait des risques à éviter, nous sommes d'accord, que des procédures, des concertations soient prévues. Une constitution peut parfaitement être l'œuvre conjuguée du souverain et de l'assemblée. Des domaines réservés peuvent se concevoir qui permettraient au Souverain, gardien suprême des institutions, de pouvoir intervenir le cas échéant, d'exercer son arbitrage, et éventuellement de remettre le train sur les rails en cas de dérapage..."

À la veille de la constitution de 1962

Après lui...

Un legs malmené

Driss Ksikes

Bouabid est conscient, à la fin de sa vie, des limites et des défauts de ses successeurs potentiels. à Abderrahmane Youssoufi, il dit souvent : "Militer aux Champs élysées n'a rien à voir avec la bataille de tous les jours, sur place". Il sait que l'homme, longtemps en exil, a une virginité politique séduisante mais il le sait aussi "peu entreprenant, trop consensuel". à côté, il y a Mohamed Elyazghi. Il réalise que c'est d'abord et avant tout l'homme de l'appareil par excellence, qu'il manie beaucoup plus les clans que les idées, et qu'il peut, de l'intérieur au moins, faire barrage aux blanquistes que Youssoufi pourrait ramener dans ses bagages. Finalement, les ténors du parti, intimidés par le passé du socialiste cannois, le plébiscitent, maintenant Elyazghi à ses côtés (au cas où). Les divergences ne vont, dès lors, plus cesser. Sur le chapitre des alliances, Bouabid a toujours conçu le rapprochement avec l'Istiqlal comme une simple tactique électorale. Il est loin de penser à une koutla stratégique, ni même durable. Il pense surtout que les deux partis sont voués à mener la bipolarité partisane, gauche-droite. Depuis, le mariage entre les deux partis a été consommé, et les coups bas mutuels sont devenus des scènes de ménages habituelles. De son vivant, Bouabid a souvent décliné l'offre royale de diriger un gouvernement politique, parce qu'il n'a jamais accepté de se soumettre à son bon vouloir sans poser ses conditions à lui. Lorsque son successeur, Youssoufi, est mis à l'épreuve en 1998, il se contente d'un mystérieux serment pour accepter le mandat royal, sans négocier, sans établir de contrepartie, sans imposer sa touche socialiste. Résultat, l'expérience tourne court.

Enfin, Bouabid ne se fait pas d'illusions sur les ambitions personnelles et carriéristes des étoiles montantes. Mais il est loin de croire que le dynamisme même du parti sera hypothéqué par des calculs de poste et des stratégies de cooptation.

Bilan : entre son éthique à lui et celle du parti qui lui a survécu, le fossé se creuse de plus en plus.

Normal, il a toujours été perçu comme un homme à part. Sans lui, l'USFP redevient un parti ordinaire.

